

BGE 7 I 13

Bundesgericht (BGE), 1881-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_7_I_13

FR: ATF 7 I 13

IT: DTF 7 I 13

Volltext

12 A. Staatsrechtl. Entscheidungen. I. Abschnitt. Bundesverfassung. @efe~e bei ~iid)ter, @n~l)llo~äbie bd~ ~ed)ferred)teß I ~. 110 ff.) IDl. a. ~. :Iler ~ed)fefbüрге ober ~\lanft übernimmt burd) feine IDlitunterfd)rift bie \)öllig gleid)e wed)felmäuige mer~THd)\$ tung wie ber ~\alirte, 10 bau lelbf\lerftänblid) aud) bie ~omi" ~mrung beß lilled)feß für i~n \lerbin'o lid) ift, 'o.~. er eben burd) feine Untequeid)nung ber betreffen'o en ~ed)ieledlihung aud) 'oie :Ilomi3ilirung gene~migt. mun ift aller'oingß tid)tig, bau weber bie aargauifd)e nod) 'oie ~ürd)erifd)e ~ed)ferorbnung meftim. mungen iiber ben ~\lal unb 'oeffen lillidungen ent~alten; allein barauß fann geroiu nid)t gefolgert werden, bau nad) bieien @~ fe~en 'oer ~\al ungiiltig jei 'o'oe teine wed)felmäj3tgen mer~~id). tungen er3euge. miefme1)r mUß jebenfallß aud) für biefe @efe~e barem feftgef)alten werden, 'oau ber ~\al fid) alß Ueberuaf)me einer wed)felmäutgen IDlit\ler~~id)tung qualifiöht, wie bieß im lilled)fefgebraud)e un'o ben ~ed);elgeie~en burd)gängig anedannt tft unb (tud) bem ~arteiwillen, ber beim @ebraud)e ber wed)iel\$ mäßigen ~orm beg ~\larß gewi~ aud) auf @zeugung wed)ie1. mäfiiger ~i:dungen gerid)tet fein mUß, entfvtd)t. mornegenb nun 1)at ffiefurrent 'oaß ~t~evt fragHd)er lilled)fel, roenn aud) mit bem meifa~e "alß mürge, '1 mituntequeid)net, er 1)at aljo eine roed)felmäflige IDlit\ler~~td)tung neben bem ~tAe~tanten iiber\$. Mmmen, wobei ber meifa\$ "alß mürge/l lebiglid) auf fein ci\li{red)Uideß mer1)ältnu bum ~f3e\tanten, reineßwegß bagegen aud) auf feine wed)felmäuige ~aftung gegenüber :Ilritten be~ogen Wer~ ben tann. ~iemit aber ~at ~efUttent 3Weifelloß aud) bie :llo~ mi~ilflaufel genefmigt, be~ie1)ungßweife in 'oie megtilnbung eineß VrJ)!ogtrten @erid)tßftanbeß am Orte beß ~ed)fefbomi3iße ein~ gewilligt, unb eg muj3 fomtt ter ffietur~ a{~ unbegriinbet abge. wiefen werden. ~ieg muU um fo me~r gl'1ten, arg ~etuttent Stauffmann ift, i1)m allo Die me'oeutung be~ ~\lalß alg wed)lel~ mliuige IDlit\letv~id)tung llid)t unbetannt fein fonnte. :Ilemuad) 1)at bag munbeßgetid)t edannt: :Iler ~eturg wir'o alg un'begründet abgettliefen. IH. Gerichtsstand der belegenen Sache. N° 3. 2. Gerichtsstand der helegenen Sache. - Für de la situation de la chose. 3. Arrêt du 5 Février 1881 dans la cause Per'reten conlt'e Eichel'. 13 Dans le but de nourrir un certain nombre de pieces de gros hetail dont il est propriétaire, le sieur Jacob Perreten de Gessenay, achete pendant l'hiver, dans diverses localites d~ foin, que ses animaux consomment sur place. Perrete~ se trouve, a cet effet, actuellement aBulie, ou il a achete du fourrage de ,lean Eicher, en dite ville. Eicher a consenti ä recevoir en payement le lait fourni par les vaches de Perreten, el ce a un prix sur lesquelles parties sont en desaccord. Par exploit du 4 Janvier 1881, Perreten signifie a Eicher d'avoir a executer une convention liee entre parties et par la- quelle l'achat du dit lait aurait ete fait par celui-ci au prix de 13 centimes par litre. Par exploit du 7 dit, Eicher signifie a son tour a Perreten qu'il ne s'est point engage a payer le lait dont il s'agit 13 cen- times le litre, mais qu'il a seulement promis d'accepter en payement le prix de ce lait, tel qu'il serait compte a Perreten par la fromagerie de Bulle; par le meme exploit, et en vertu du droit de gage que lui confere la loi

fribourgeoise, Eicher, pour parvenir au paiement du foin par lui vendu à Perreten, pralque un sequestre, soit barre, sur le hetail appartenant à celui-ci et le fait assigner en même temps à comparaître, le 27 Janvier 1881, devant le Juge de paix de Bulle pour y terminer la conciliation « sur le du du prix du foin et le bien fonde du sequestre judiciaire. » C' est contre ce sequestre que Perreten recourt au Tribunal federal. Il estime que ce procede viole l'art. 59 de la Constitution federale, et conclut à ce qu'il plaise au dit Tribunal annuler le dit sequestre et renvoyer Eicher à actionner le recourant devant le Juge de Gessenay, domicile de Perreten.

14 A. Staatsrechtl. Entscheidungen. I. Abschnitt. Bundesverfassung. ..\). L'appui de son recours, Perreten fait valoir, en resume, les considerations suivantes : L'action intentee par Eicher est une reclamation personnelle tendant à faire reconnaître le dû d'une somme d'argent. , Perreten a toujours ete domicile à Gessenay et ne se trouve à Bulle qu' en passage: d'un autre cote, il est citoyen solva-le. Dans ces circonstances, le sequestre dont est recours constitue une violation de l'art. 59 de la Constitution federale. Dans sa reponse, Eicher conclut au rejet du recours. . H invoque en premiere ligne la circonstance que son droit de gage sur le Mtail de Perreten est consacre par l'art. 1632 du Code civil fribourgeois. Il estime en outre que le sequestre en question n' est pas même un acte de poursuite, mais seulement une mesure conservatoire prevue et autorisee par la legislation fribourgeoise; il allègue en outre que, bien que le domicile principal de Perreten soit à Gessenay, celui-ci n'en a pas moins pris à Bulle, pour l' execution du contrat qu'il a passe avec Eicher, un domicile accessoire et special, dont l' election entraine la competence des tribunaux fribourgeois en l'espece. Dans sa replique, Perreten fait observer qu'a supposer que l'exploit dont est recours doit etre considere comme une simple mesure conservatoire autorisee par l' art. 1631 du Code civil les conditions exiOees par le dit article ne se trouvent, ~ 11 pas realisees dans l'espece. Le recourant reprend d'm eurs ses conclusions. Statuant sur ces (aUs et considerant en droit: 10 Le seul fait d'avoir lie un contrat à Bulle n'implique nul- lement, de la part de Perreten, en l'absence de stipulation expresse, une constitution speciale de domicile dans cette 10" calite, ni une renonciation à la garantie contenue à l'art. 59 al. 1 de la Constitution fMerale. La conclusion de la reponse, tendant au rejet du recours de ce chef, ne saurait des 10r8 etre accueillie. .. 20 n en est autrement de l'argumenL tire du droit legal de gage confere à Eicher sur le bHail du recourant. . L'art. 1632 du Code civil fribourgeois, rapproch des arh- III. Gerichtsstand der belegenen Sache. N° 3. 15 eies 1630 et 1631 ibidem, reconnaît en effet un pareil droit en faveur de celui qui a remis à un vacher ou berger des pâ- tures ou fourrages destines à etre consommés sur place, et dispose que le dit droit de gage affecte les bestiaux du vachel' ou berger, qui se trouvent dans les batiments du bailleur~ pour tout ce à quoi le vacher ou berger s'est oblige. 01' la jurisprudence, aussi bien du Conseil federal et de l' Assemblée federale que du Tribunal federal, a constamment reconnu que l'art. 59 de la Constitution federale n'es! pas applicable lorsqu'il s'agit d'une creance assuree par un droit de gage et qu'il n'y a pas lieu à distinguer, en pareil cas, entre la creanee elle-même et le droit de gage eomme son accessoire. Ce n'est que pour poursuivre des pretentions non accompagnées d'un tel droit que le creancier doit rechercher le debiteur à son domicile, conformément à l'art. 59 susvisé : « Pour le cas OU la creance est assuree au moyen d'un droit » de gage, le dit creancier doit, en vue de la protection de son » droit, nantir le Juge du lieu OU le gage est situe, attendu » que ce Juge est seul compHent pour connaître des contes- » tations ayant trait à l'exisLence, à l'etendue du droit de gage, » ainsi que POU' en ordonner la realisation. » Une pratique constante a également reconnu que ces memes principes doivent trouver leur application,

non seulement aux créances hypothécaires, mais aussi aux prétentions en faveur desquelles il existe un droit de gage quelconque. (Voy. At'I:!'ts du Tribunal (ederal en les causes Schneeli, rec. I, pag. 249, consid. 4. - Wymann, id. I, pag. 165 et suiv. - Läubli et Wullschläger, id. II, pag. 48. - Schmid, id. IV, pag. 552. - Schindler, id. V, pag. 168. - Zehnder, id. VI, pag. 371. -Feuille fedemle, '1868,11, pag. 448; id., 1869, I, pag. 986; id., 1874, II, pag. 609 et suiv.) L'art. 59 de la Constitution federale ne saurait, en consequence, etre invoque par le recourant. 3° Le Juge du lieu de la situation du gage est en outre seul competent pour trancher la question de savoir si le se- ~uestre dont il s'agit a ete pratique en vertu d'une prMention echue (Code civil fribourgeois, '163'1), et si les mesures con-

16 A. Staatsrecht1. Entscheidungen. I. Abschnitt. Bundesverfassung. servatoires prevues au meme article se justifiaient dans l'es- pece. Par ces motifs, Le Tribunal federal prononce: Le recours est ecarte comme mal fonde. 3. Gerichtsstand der Widerklage. - For de l'action reconventionnelle. 4. Urt~eH ilom 25. IDUiq 1881 in fGad}en ~itfi. A. m. ~idi, marchand tailleur in ~uAern, mad}te auf bem €?5d}utbetrieb· unll \13roAeUit'ege gegen ilen ~eon~arl) meufd} in ~artau, stantonß fG1. @allen, eine iorilerung. au~ einem an feine Drilre au~geftellten, ilon 3. meufd},3ngemeur, unb ileffen mater Eeon~arb meuld} unteqeid}neteu @igenit'ed}ieI über 874 ijr., mit „Sin~ unb stoftent fid} auf 956 ijr. 75 ~t~. belaufenb, geI. tenb. Eeon~arb meufd} betritt iliefe iorberung geftü~t barauf, bau m. ~idi i~m einen ilom 27. l:Je6ember 1877 batirten ffie. iler~ ausgeftellt ~alie, it'onad} er ben fragrtd}en med}fel fdbft dnlöfen it'olle, unil be~llu\}tete überbem, eine @egenforberung an m. ~tdi im metrage ilon 1300 ijr. 05 ~tg. lsu ~abeu, it'eld}e ila~er rü~re, bau er einen ilon i9m am 29. 3uli 1878 unter" fd)rielierten, an ilie :Orbre ileg 3. 3. ~idi gefteUten ~ed}fel ülier 1000 ijr./ nebrt „Stnß unb stoftent, gegenüber bem ~ed}fel. in~aber, gemän Utt~ei(beg 5Be~irfggerid}te~ ~erbenberg ilOm 12. mOilember 1879, ~alie lie~a~len müffen, obfd}on fid) 5B. ~idi burd} ffieberg ilom 29. 3uli 1878 i~m gegenüber iler~flid}tet ~Ilbe, im mot~falle biefen ~ed}fel felbft einöulöfen unb ben me" trag auf ilag ~onto be~ 30~. }Beufd}, fGo~n, lsU ne~men, bamit ~eon~arb 5Beufd} nie in medegenT,eit lommen fönne. l:Jiefe ior~ berung bon 1300 ijr. 05 ~tg. mad}te ~eon~arb }Beufd} gegen~ über ber strage beg 5B. ~idi bor bem 5Be3irfggerid}te ~erben. berg it'ibertfaggit'eife gertenb. l:Jet sträget betritt nun, fid}be" rrr. Gerichtsstand der Widerklage. N° 4, 17 3ü9fid} ber @egenforberung beg }Benagten auf ben \13r03en ein: laffen AU müffeu, unb ~it'at auß bem @runbe, it'ei{ bie ~iber" flage in bem Eettfd)eine beg mermittleramt beg }t }orgemetft {ei. l:Jag }Be~irtggerid}t ~erbenlietg f~rad} bem stfäget biefen Un~ einläalid}feitg\lotfrage ~u, bag stllntonggerid}t bon fGt. @allen bagegen wieg biefellie burd) Urt~ei{ \.lom 23. l:JeAember ab, mit ber 5Begründung I "baß bie @egenforberung beg 58effagten im ffied)tgOrfd}lage in ge~öriger ~eife ilorgemettt iit, ba sträget \lOt mermittleramt \lom 58eflagten augbrüchHd} bie 9lüdna~me biefes ffied)tg\lorfd}fageg \lerlangte, unb bamit inbirett unb im~ plicite aud} 'oie @egenfor'oerung beg 5Betragten ein\ler~anben ift.t' B. @egen biefeg Utt~ei{ ergriff nun m. ~idi ben ffiefutg an bag 5Bunbeggetid}t, tnbem er geTtenb mad}t: l:Jie „Sulaffung bet ~ibertrage beg }BeHagten burd} l)ie ft. gaffid}en @erid}te l.1er, ftoße, it'ie fd}on bor bett fatttonalen -SnftanAen angebeutet it'or" ben jei, gegen ~tt. 59 ~bf. 1 ber }Bunbeg\lerfaffllng, it'onad} ieber aurred}tftet, lenbe fGd}ulbuer für verfönlid)e iorberungen beim mid}ter feine lS ~o~norteg gefud}t tterben müffe. l:Jeltn 'oie ber, mittelt ber ~i)mnage geltenb gemad}te iorberung quanfi~ire fid} Ait'eifellog alg eine \)erfönlid)e ~nf~rad}e unb er müffe bem::: 'gemän für biefel'6e beim ffiid}ter jeineß ~of,lnorte~, in Eu~ern, gefud}t it'erben. ~ller'oingg ~a'6e bag }Bunbeggerid}t it'ieber~on erfläd, ban ungead}tet beß ~rt. 59 ~bf. 1 ber }Bunbeß\lerfassung

~ibernagen im ~nfd}luffe an 'oie ~auvtffage ~IIIäffig feien, it'enn 3ttlifd)en strage unb
~ibertlage eine materielle stonne!ität lieftef,le. ~llein ~ier liege eine materielle stonne~ität
a\Uifd}en ~au~tforbetung unb @egenfotberu1tg abfolut nid)t \.lor. moretft hieruf,le 'oie
flägerijd)e ijorberung auf einem ~ed)fel; gemän bem a'6ftratten ~~arafter ber
~ed}felolingation aber erjd)eine eg alg unbentliar, eine stonne!ität ait'ifd}en einet
~ed}felforberung unb einer sturretttforberuttg ober aud} einet anbern ~ed}felLLtberung
tln~uneT,menj allein aud} it'eun man auf bag bem ~ed)fel ~tt @runbe liegenbe merf,läHnia
3urüdgef,le, fel bod) eine materielle jtoune&iHit ~it'ifd}en ben beiben ijotberultgen nid)t
gegeben; bie stlageforberung betreffe eine merl'flid)tung füt fGd)ulben beg fGo~" neg 3.
}Beufd} an ben stläger, it'e1d)e llon streiberLieferultgen uni) gemad}ten morfd}üffen
~errü~ren. l:Jie it'iberffaggtleife ger~ VII - '1881 2

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.